

valeur, et bien que l'on doive faire tous les efforts suggérés par la prudence pour y augmenter nos exportations là et ailleurs, cependant, les résultats de tels efforts doivent être bien au-dessous de ceux qui nous viendraient d'un marché libre sur tout notre continent.

Le tarif des Etats-Unis (à moins que des droits très élevés ne soient imposés de nouveau sur les sucres) sera longtemps, comme le nôtre, excessivement protecteur; cependant, il reste l'espoir, basé sur les dernières élections qui y ont eu lieu, que des vues économiques plus saines que celles du présent Congrès prévaudront, et que leur tarif sera modifié dans le sens d'une plus grande modération et d'une manière plus favorable au consommateur que celui qui précédaît le bill-McKinley; et l'on se rapprochera probablement de ce que l'on appelle un tarif de revenu, bien que protecteur en fait.

Dans les circonstances, la réciprocité absolue avec les Etats-Unis, assurée pour un grand nombre d'années (bien qu'accompagnée de tarifs plus élevés contre le reste du monde que, pour ma part je ne les veux) nous donnerait, en pratique, le grand avantage d'une mesure de libre-échange, beaucoup plus étendue que celle que nous avons maintenant ou que nous pouvons autrement obtenir; elle favoriserait grandement nos intérêts matériels, aiderait nos industries naturelles, les plus considérables, les plus substantielles et les plus remplies de promesses, elle créerait une affluence de population et de capitaux, détermineait un développement rapide de forces et de ressources matérielles maintenant inexploitées; en trois mots, elle donnerait des hommes, de l'argent et des marchés.

Elle opérerait donc un bien général et durable. Et, bien qu'en produisant comme le fait tout grand changement, un dérangement temporaire dans le commerce et des pertes locales, elle donnerait un rude coup à quelques industries chancelantes et le tarif seul a fait naître et qu'il a nourries; elle stimulerait l'ardeur d'un grand nombre de manufacturiers, qui ne sont pas accoutumés à la concurrence, et en forcerait d'autres à adopter des méthodes spéciales et améliorées de production et de distribution qu'un grand marché autorise et exige, au grand avantage du consommateur en général.

Voilà l'opinion de l'honorable Edward Blake— premièrement, sur le gouvernement actuel; secondement, sur les résultats qui suivront probablement l'adoption de la réciprocité absolue avec les Etats-Unis, et les membres du gouvernement ne peuvent pas, à mon avis, être satisfaits de la manière dont ces deux points ont été traités par l'ancien chef de l'opposition.

M. FOSTER: Pourquoi n'a-t-il pas appuyé votre politique?

M. CHARLTON: Vous avez entendu ce qu'il a dit et vous pouvez juger par vous-même. L'honorable ministre me pose une question et il peut lui-même y répondre. Je n'ai pas besoin de dire pourquoi M. Blake n'a pas appuyé la politique de notre parti; il n'a certainement pas appuyé la politique du gouvernement.

J'ai remarqué dans la *North American Review*, publiée dans le cours du présent mois, un article écrit par le haut-commissaire du Canada, intitulé "La conspiration Wiman." Il m'est impossible de comprendre comment un projet qui a été commenté et préconisé dans la presse et dans les assemblées publiques, comment une politique, qui est devenue la politique d'un grand parti et qui a mérité l'appui qu'elle a reçu dans le Canada, peut être appelée une conspiration.

Le haut commissaire cherche évidemment à se gagner l'opinion américaine. En effet, il dit aux Américains: N'ayez pas de relations avec ces mauvais grits; il ont condamné le gouvernement à raison de sa conduite libérale à votre égard sur la question des pêcheries; ils ont blâmé le gouvernement, chaque fois qu'il a fait des concessions aux Etats-Unis; ils ne sont pas vos amis et nous le sommes; accordez votre confiance aux conservateurs et rejetez les grits.

Cet article est de nature à produire un bien petit effet. Je répète que l'accusation, allant à dire que la réciprocité absolue est une conspiration, est entièrement fausse. Elle n'a pas le moindre caractère d'une conspiration. Elle a été discutée d'année en année, elle a été adoptée par le parti libéral comme le programme avec lequel le parti se présenterait au peuple. C'est la politique que défend le parti libéral, et c'est la politique avec laquelle le parti libéral remportera la victoire. Ce n'est pas une conspiration, mais c'est un grand mouvement dans l'intérêt de la majorité du peuple, dans le but d'obtenir des relations meilleures entre les peuples de langue anglaise sur ce continent. Il est ridicule de dire que ce mouvement est une conspiration.

Ensuite, nous voyons dans la même revue un article écrit par un ancien gouverneur-général du Canada, le marquis de Lorne; et le marquis nous dit que le résultat de la dernière élection prouve que le Canada veut rester ce qu'il est. Tout petit personnage que je sois, je me permettrai de ne pas partager l'opinion de Sa Seigneurie, le marquis.

Je crois que le résultat des dernières élections prouve la puissance de la calomnie, la puissance des faux rapports, la puissance de la délimitation arbitraire des comtés, la puissance des officiers reviseurs, la puissance du bureau des impressions entre les mains du gouvernement, avec le pouvoir de changer les listes des électeurs, le pouvoir d'accorder un temps insuffisant pour examiner une grande question d'intérêt public. C'est ce que les dernières élections prouvent, et tout cela a contribué à produire le résultat obtenu dans ces élections.

M. IVES: La puissance des *greenbacks*.

M. CHARLTON: Quiconque voudra insinuer que nous avons obtenu de l'aide des propriétaires de ranches dans le Texas, le Montana, ou des chemins de fer américains, ou de toute autre source dans les Etats-Unis, dira une fausseté; mais nous avons été combattus par un gouvernement qui contrôle un chemin de fer important, qui a mis des trains spéciaux au service des électeurs qui allaient voter et qui a favorisé le gouvernement de toute son influence.

Nous avons lutté avec un gouvernement qui a à sa disposition des fonds considérables qu'il se procure par des moyens dont il ne serait pas convenable de parler dans cette chambre. Nous étions en présence d'un parti politique qui contrôlait ces élections par des influences peu honorables et patriotiques, tandis que le parti libéral combattait livré à ses seules ressources et à sa propre habileté. Nous avons pu obtenir la sympathie d'un certain nombre d'Américains, qui voyaient que nous luttions pour faire adopter une politique large et avantageuse, mais en dehors de cette sympathie nous n'avons rien reçu.

M. LANDERKIN: Les Canadiens des Etats-Unis sympathisaient avec nous, mais non les propriétaires de ranches dans le Texas.

M. CHARLTON: Oui, c'est cela. Laissez-moi revenir à la question de la réciprocité. Le premier ministre et le ministre des finances, et, si je ne me trompe, tous les autres membres du cabinet se sont déclarés ouvertement les ennemis acharnés du seul genre de réciprocité que nous puissions obtenir des Etats-Unis. Je puis commettre une injustice à l'égard de mon honorable ami, le ministre de finances, mais j'infère de son discours de l'autre